

## ARRETE DU MAIRE

### LE MAIRE DE LA SOUTERRAINE

- VU la loi n° 82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, départements et des régions et complétée par les lois 82-623 du 22 juillet 1982 et 83-8 du 7 janvier 1983 ;
- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2213.1 à L2213.06 relatifs aux pouvoirs de police et de la circulation des Maires ;
- VU le Code de la Route 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> partie et notamment l'article R411-8 définissant les pouvoirs de police des Maires ;
- VU le Code de la voirie routière ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre1) approuvée par l'arrêté interministériel du 07 juin 1977 modifié ;
- VU la demande présentée par la société REHA ASSAINISSEMENT, représentée par Monsieur GALLAUD Nicolas, 12 Rue Claude Chappe - 37230 FONDETTES, à l'effet d'obtenir l'autorisation d'interdire la circulation et le stationnement dans le cadre de la réhabilitation du réseau assainissement, Rue de la Font aux Moines et Rue Henri Naturel, du lundi 28 octobre 2019 à 8 h 00 au jeudi 31 octobre 2019 à 17 h 00.

**CONSIDERANT** que ces travaux ne doivent pas porter atteinte à la sécurité de la voie publique et qu'ils nécessitent la mise en place d'une réglementation de la circulation et du stationnement.

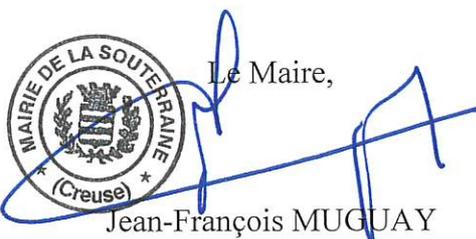
## ARRETE

- Article 1 :** Les travaux décrits dans la demande susvisée sont autorisés sous réserve du respect des conditions suivantes :
- Article 2 :** La circulation sera interdite sur une partie de la Rue de la Font aux Moines (partie basse) et de la Rue Henri Naturel. Une déviation sera mise en place par la Rue du peu de Sédelle.
- Article 3 :** Toutes les signalisations et pré-signalisations réglementaires seront mises en place par le demandeur et sous sa responsabilité, conformément à la réglementation en vigueur. Les Entreprises veilleront également à laisser un accès aux Services de secours sur l'espace occupé par les travaux. Les entreprises devront prendre toutes mesures de sécurité tendant à prévenir tout accident pouvant résulter des travaux.
- Article 4 :** Monsieur le Commandant de la communauté de Brigade de Gendarmerie et Monsieur le Maire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait en Mairie de LA SOUTERRAINE, le dix-sept octobre deux mille dix-neuf.

**Destinataires :**

- *Monsieur Le Maire de La Souterraine,*
- *Monsieur Le Commandant de la communauté de Brigade de Gendarmerie de La Souterraine,*
- *Monsieur Le Lieutenant commandant du Centre de Secours,*
- *REHA ASSAINISSEMENT.*

 Le Maire,  
  
Jean-François MUGUAY